

204.3

90 PR

CONSULTATION MONDIALE SUR L'EAU SALUBRE ET L'ASSAINISSEMENT POUR LES ANNEES 1990



**PROMOTION, COMMUNICATION
ET GESTION COMMUNAU**

204.3-90PR-7641

EAU SALUBRE 2000

Une consultation mondiale

septembre 1990

New Delhi (Inde)

Document de base : PROMOTION, COMMUNICATION ET GESTION COMMUNAUTAIRE

LIBRARY	UNICEF	NEW DELHI
NO. 10	10	10
204.3	90 PR	
7641		
RN:	7641	
LO:	204.3	90 PR

UNICEF/FISE
Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

Mai 1990

TABLE DES MATIERES

	PAGE
Des stratégies visant des objectifs sociaux	1
Le besoin d'un changement social	1
L'expérience de l'apathie	2
Sensibilisation et action	3
Le défi : la participation de la population	5
Participation communautaire ou gestion communautaire ?	6
Cadres politiques pour la planification	8
Les femmes et l'eau	11
Technologie, formation et développement intégré	13
Changer les comportements : le rôle de la communication	14
La prochaine décennie : des possibilités, non des directives	17

Des stratégies visant des objectifs sociaux

Depuis la Conférence de Mar Del Plata de 1977, l'expérience internationale a révélé le caractère social de l'orientation et des objectifs de la Décennie de l'eau potable et de l'assainissement. Les programmes assortis de normes qualitatives et quantitatives réalistes conçus en vue d'assurer l'alimentation en eau salubre des zones rurales et urbaines demandent (de la part des décideurs, des réseaux de distribution et des usagers) une réponse révolutionnaire au sens fondamental du terme. "Une révolution s'achève. La révolution qui a marqué sur le plan des idées le début de la Décennie est désormais intégrée à l'approche courante des programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement peu coûteux ... La seconde révolution, qui consiste à mettre en pratique ces idées révolutionnaires, s'est avérée plus difficile à réaliser. Seuls quelques pays sont parvenus jusqu'à présent à assurer une collaboration fructueuse entre ingénieurs et sociologues, foreurs et éducateurs sanitaires, collectivité et bureaucratie, dans le cadre des programmes élaborés pour réaliser les objectifs de la Décennie."¹ Dans son rapport sur ses futures stratégies, l'UNICEF fait observer que "le défi consiste à diffuser ce qui a déjà été appris jusqu'à une échelle qui permette de donner une couverture universelle à la plupart des services de base favorables au développement des capacités humaines ... Près de la moitié des enfants des pays en développement ne disposent pas d'eau potable et les deux tiers n'ont pas accès à un système d'assainissement sûr. La situation est au surplus beaucoup plus mauvaise dans les zones rurales que dans les zones urbaines".² La leçon qui en découle pour la prochaine décennie est claire : s'il est possible de mobiliser les ressources techniques et financières nécessaires au projet "Eau salubre 2000", le plus difficile reste de susciter une ferme volonté politique et d'assurer une réelle participation communautaire.

Le besoin d'un changement social

Les technologies permettant de découvrir des sources d'eau potable et de distribuer l'eau ainsi trouvée à l'aide de moyens mécaniques sont aujourd'hui à la portée de la plupart des offices nationaux et régionaux de l'eau. La diversité de ces techniques exige que l'on trouve de nouveaux moyens pour les faire connaître, et pour les tester et les commercialiser. La Décennie était partie de l'hypothèse selon laquelle l'eau salubre est un besoin fondamental de l'homme. Elle s'est achevée sur le constat d'une formidable disparité entre la conception qu'ont de l'eau "salubre" ceux qui s'occupent de la distribuer et l'idée que s'en font les consommateurs. A moins de rapprocher ces interprétations divergentes, il sera vain de fixer des objectifs matériels et financiers pour les années 90. Faire en sorte que les planificateurs et la population aient la même conception de l'eau salubre - en tant que concept et en tant que produit - est le seul moyen de créer une demande assez forte pour dynamiser et transformer la réponse des réseaux de distribution et des

¹ Kenya: People, Pumps and Agencies. PROWESS/PNUD. Septembre 1988. Page 1.

² Stratégies d'aide à l'enfance pour les années 1990. UNICEF. Pages 34, 20

usagers. Le système d'approvisionnement en eau salubre doit donc aller au-delà de ce que la science et la technique peuvent offrir à partir d'un robinet ou d'une pompe manuelle aux collectivités urbaines et rurales. Il doit s'étendre plus loin, jusqu'aux réservoirs et aux habitations, et jusqu'aux estomacs des hommes. La Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement s'était fixée une telle tâche, qui demeure au centre du projet "Eau salubre 2000". "L'eau qui n'est salubre qu'à la sortie du puits, du robinet ou de la pompe ne peut garantir la vie ni en améliorer la qualité. L'eau n'est salubre que si elle arrive telle aux lèvres de celui qui la consomme ...³ L'idée de salubrité doit donc être défendue tout au long du processus lié à la collecte, au stockage et à la consommation de l'eau.

Considérée dans cette perspective, la tâche apparaît dans toute son ampleur : il s'agit de mettre en oeuvre un processus de changement social afin tout d'abord de forger une conception commune de ce qu'est l'eau salubre, puis de doter les systèmes, les collectivités et les individus des moyens de faire en sorte que l'eau reste salubre jusqu'à ce qu'elle soit consommée. Entre toutes les techniques possibles, la pompe manuelle est un symbole évident et un facteur d'espoir pour une très grande partie de la population mondiale. D'autres réalisations scientifiques et techniques mettent les avantages des images satellite, de l'ingénierie de pointe, des systèmes intégrés de gestion et du savoir-faire international à la portée des zones d'habitation les plus reculées. Les systèmes de distribution sont en mesure, grâce aux organismes publics qui peuvent bénéficier d'appuis techniques et financiers, de répondre à la diversité des conditions locales en ce qui concerne l'eau, le terrain, la facilité d'accès. De vastes régions du globe ont redécouvert l'utilité des systèmes de protection des eaux que des siècles d'expérience du milieu naturel ont permis de parfaire. Un réseau de données d'expérience existe sur le terrain qui peut faciliter les futures applications des technologies appropriées, qu'elles soient de pointe ou traditionnelles. Ici se pose le problème de la formation technique, mais la technologie en soi ne suffit pas. Les réseaux de distribution et les usagers doivent les uns et les autres assimiler un certain nombre de connaissances en matière de santé et d'hygiène, sans lesquelles aucune technologie (pompe manuelle compris) ne pourra améliorer la qualité de la vie des plus démunis. Puisqu'il faut changer les attitudes et les comportements, la principale tâche du projet "Eau salubre 2000" devient une tâche d'éducation pour le changement social.

L'expérience de l'apathie

Les tentatives faites pour provoquer un tel changement au niveau des politiques et dans la population suscitent à la fois des espoirs et des déceptions. La décennie écoulée a montré qu'une formidable apathie s'opposait au changement d'attitude et de comportement qui seul permettrait d'assurer que la technologie améliore réellement la qualité de la vie et non simplement la

³ Intervention à l'Assemblée générale des Nations Unies de James B. Grant, Directeur général de l'UNICEF, à l'occasion du lancement de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement.

qualité de l'eau. Le problème tient en partie au souci qu'ont les responsables de fixer des objectifs matériels et financiers. Or "la formule des directives ne saurait s'appliquer à des projets dont le but est d'associer la collectivité à la planification, à la mise en oeuvre et à l'évaluation des activités".⁴ Il ne suffit pas d'installer une pompe à main pour que celle-ci fonctionne, et soit utilisée et entretenue dans les meilleures conditions. Il semble donc que "toute stratégie de développement doive avant tout viser l'être humain et non l'accumulation de résultats matériels".⁵ Lorsque les dirigeants et les responsables des systèmes d'approvisionnement en eau envisagent leur tâche en termes d'objectifs matériels, les consommateurs sont seulement les objets, et non pas les sujets, des programmes. La population reste apathique et dépendante, s'en remettant, comme elle le fait depuis des siècles, au destin ou à la bienveillance de quelque bienfaiteur ou agent du pouvoir. Ce que le système fournit un jour reste pour elle la propriété du système. Elle met beaucoup de réticence à accepter d'assumer une part de la responsabilité d'un bien collectif et d'en assurer la gestion dans l'intérêt de tous. Du côté des autorités, on continue de distinguer la question de l'eau de celles de la santé, de l'hygiène et de l'éducation - alors qu'elle devrait en constituer l'un des aspects. Les systèmes d'approvisionnement fonctionnent isolés les uns des autres, et la nécessité de donner aux individus les moyens de prendre en main leur destinée n'est toujours pas une question prioritaire pour les planificateurs et les hommes politiques. Aussi le dialogue est-il rare entre le système et les collectivités au service desquelles celui-ci est censé se trouver. Les directives restent à sens unique, et ne sont guère suivies. Sauf hasard ou intervention fortuite d'individus ou d'institutions capables de ramener le bon sens, ni les planificateurs ni la collectivité n'ont une idée globale de ce qui fait un environnement sain.

Sensibilisation et action

Si les perspectives pour l'horizon 2000 peuvent paraître sombres au vu de cette expérience, celle-ci est suffisamment riche d'enseignements pour inspirer la prochaine décennie. Les succès, quoique disséminés, n'en sont pas moins réels. Il s'agit maintenant de rassembler toutes ces expériences de façon plus constructive afin de mettre au point une réponse collective capable de transformer la planification à l'échelon mondial et national. Sur quoi donc peut-on fonder la décennie 90 ? Il y a d'abord la sensibilisation accrue, tant des dirigeants que des usagers, aux questions relatives à l'eau. En atteste notamment l'importance politique acquise durant la Décennie par le problème de l'alimentation en eau potable, problème qui a fait l'objet de promesses et de revendications électorales dans tout le monde en développement. Une telle politisation, si elle n'est pas sans danger (visant,

⁴ Kenya: People, Pumps and Agencies. PROWESS/PNUD.
Septembre 1988, page v.

⁵ Strategies for the Decade for Nineties.
Prof. Mohammed Younis (Grameen Bank, Bangladesh)
Réunion régionale de l'UNICEF, Inde, septembre 1989, page 5.

comme elle le fait souvent, davantage à accroître qu'à réduire la dépendance de la population par rapport aux autorités), est bien le signe d'une limite à l'apathie. Tout aussi importante est la priorité accordée à la gestion de l'eau potable dans les réseaux de l'action bénévole non gouvernementale qui s'impose désormais comme une puissante force de changement au niveau local. C'est de ces efforts qu'il convient avant tout de s'inspirer, notamment pour développer la formation technique, sensibiliser les collectivités aux questions sanitaires et leur permettre de mieux s'affirmer face aux pouvoirs publics. La participation croissante des ONG à des programmes financés sur le plan international témoigne du rôle de plus en plus important que ces organisations jouent dans la mise en oeuvre d'activités axées sur la collectivité. Cette lame de fond a secoué bon nombre d'organismes publics, qui se sont vus obligés de répondre plus activement aux aspirations et aux besoins locaux. Les planificateurs de la prochaine décennie pourront s'inspirer des expériences d'interaction menées par les ONG entre décideurs, exécutants (ingénieurs et mécaniciens de terrain notamment) et usagers, en particulier féminins. Le sous-continent indien offre des exemples remarquables d'une telle interaction : citons, parmi beaucoup d'autres, la participation du Bureau national des femmes de Sri Lanka aux projets d'approvisionnement et d'assainissement menés à Anuradhapura et au mouvement Sarvodaya, le projet pakistanais d'approvisionnement en eau et d'assainissement mis en oeuvre dans la province du Sind, l'activité menée dans le domaine de l'éducation sanitaire par le Centre international de recherche sur les maladies diarrhéiques (ICDDR) du Bangladesh et l'expérience réalisée par la Grameen Bank en matière de crédits, le projet SWACH visant l'éradication du ver de Guinée dans l'Etat indien du Rajasthan, l'activité menée par le Conseil de coordination des femmes de Calcutta dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, et les ateliers de participation organisés au Népal. Le projet "Eau salubre 2000" est maintenant l'occasion de tirer parti de cette expérience.

En cherchant à tirer parti de l'expérience passée, on évitera toutefois le piège qui consiste à copier des projets "réussis" faciles à reproduire. "Le problème de la 'réussite' est en partie un problème de définition."⁶ On ne peut plus dire qu'un projet est "réussi" uniquement parce que ses objectifs concrets ont été réalisés dans un certain délai. Un projet est réussi lorsque la population et les pouvoirs publics ont été capables de rechercher ensemble les moyens de remédier aux problèmes qui se posaient et de tirer chacun les leçons des expériences et des erreurs passées. "La publicité conforte le succès et tend à éclipser des années d'échecs antérieurs ... l'esprit de coopération qui permettra à un groupe de faire oeuvre commune pour le développement ne s'acquiert pas du jour au lendemain ..."⁷ La capacité et la force de reconnaître ses erreurs, puis d'en tirer les leçons, seront donc un

⁶ Kenya: People, Pumps and Agencies. PROWESS/PNUD.
Septembre 1988. Page 3.

⁷ Who puts the water in the taps? Earthscan, Washington D.C., 1983.
Page 86.

élément essentiel dans la coopération qui peut dynamiser l'action mondiale en faveur des objectifs du projet "Eau salubre 2000".

Le défi : la participation de la population

Un cas remarquable de "réussite" s'est produit en Inde pendant une période de grave sécheresse dans l'Etat désertique du Rajasthan. Une campagne d'éradication du ver de Guinée menée dans le sud de Udaipur (projet SWACH) a donné lieu à une coopération exceptionnelle entre la population et l'administration locale, aidées par la Mission nationale de l'eau potable et des organismes de financement extérieur, dont l'UNICEF et le Gouvernement suédois. Ce projet a permis durant la Décennie de réduire de façon spectaculaire l'incidence de la dracunculose grâce à la participation de la population. Mais ses répercussions ont été beaucoup plus vastes, touchant les problèmes plus larges de la santé et de la sensibilisation communautaires et permettant de partager ces connaissances avec d'autres collectivités et d'autres équipes. Le projet Kwale entrepris au Kenya pour mettre en place à l'échelon de la collectivité des systèmes d'entretien des pompes manuelles, qui a couvert une superficie 27 fois supérieure à ce qui était prévu initialement, est un autre exemple de participation. Cent-vingt cinq comités de l'eau dirigés bénévolement par des femmes ont été créés par les usagers. Une évaluation du projet effectuée en 1988 indiquait que toutes les pompes fonctionnaient et faisait état d'une diminution spectaculaire du nombre de cas de maladies diarrhéiques et de maladies de la peau.⁸

Les projets Kwale et SWACH donnent une idée de la tâche à accomplir, qui consiste à reproduire sur une grande échelle les expériences ponctuelles réussies des années 80, en élaborant des stratégies de planification et d'application nationales, régionales et locales s'inscrivant dans le cadre d'une campagne mondiale. Il est essentiel de comprendre ici que l'objectif du projet "Eau salubre 2000" est essentiellement un objectif social. Il exige avant tout que l'on fonde la planification non plus, comme on le faisait jusqu'à présent, sur des objectifs matériels et quantitatifs, mais sur les nouveaux critères de la participation communautaire. Les collectivités et les individus, dont la qualité de la vie dépendait hier du hasard ou de l'aide d'organismes extérieurs, devront demain prouver qu'ils sont à la fois disposés et capables de prendre en main leur destinée. Ceci suppose d'autres révolutions. Les systèmes d'approvisionnement en eau doivent montrer qu'ils peuvent évaluer le résultat de leurs activités non simplement au moyen de chiffres mais en fonction des services qu'ils rendent à la collectivité. On aura donc besoin de nouveaux critères pour déterminer dans quelle mesure les équipes responsables de la mise en oeuvre des projets auront su répondre aux besoins de la population, assurer une bonne collaboration et surtout renforcer l'autonomie des collectivités qui naguère dépendaient d'elles - des collectivités qui doivent apprendre à s'adresser aux systèmes en tant que clientes, et non plus en tant qu'assistées. Suivant une méthode de gestion communautaire mise au point et testée par PROWESS, les directives détaillées

⁸ Kenya: People, Pumps and Agencies. PROWESS/PNUD.
Septembre 1988.

que les administrateurs de projet ont l'habitude d'élaborer n'existent plus. A partir de l'expérience acquise durant la Décennie, un cadre de planification et d'évaluation baptisé PEGESUS (Partnership to Evolve and Grow Effective and Sustained Utilisation of Systems) a été mis au point. Il définit pour les projets trois critères essentiels de réussite : utilisation efficace et prolongée des systèmes, durabilité et reproductibilité.⁹ Des principes directeurs généraux sont également énoncés, qui deviennent de plus en plus détaillés au fur et à mesure de l'application des projets. Un système d'information et de contrôle à double sens est mis en place entre les administrateurs de projet et la population, et des critères sont établis pour mesurer l'efficacité de l'utilisation des installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement (et non simplement l'exécution), la durabilité de l'utilisation (que l'on peut assurer en renforçant les capacités de régler les problèmes), et la reproductibilité des résultats obtenus (non sur le papier mais au moyen d'une utilisation optimale des ressources locales). PEGESUS, tout en reconnaissant que la situation de chaque communauté est unique et ne peut être reproduite, suppose que l'expérience est réellement une source d'apprentissage. Il constitue donc une importante ligne directrice et un bon point de départ pour une réorientation à l'échelon mondial de la conception des projets, qui donne un rôle central aux femmes et à tous ceux qui seront les premiers à profiter d'une amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Les quelques projets qui ont été menés à l'aide de PEGESUS, comme par exemple le programme d'approvisionnement en eau géré par la collectivité qu'une ONG a contribué à mettre en oeuvre dans quatre villages du Timor occidental (Indonésie), sont une occasion d'apprendre.

Participation communautaire ou gestion communautaire ?

La participation suppose que les collectivités jouent un rôle dans le choix des technologies qui répondront à leurs besoins, dans la mise au point de ces technologies et dans leur gestion. Du temps où la population accueillait les programmes publics dans l'indifférence, on pensait généralement qu'il suffisait de mieux cibler les programmes sur les groupes de population visés pour convaincre ceux-ci que les programmes correspondaient à leurs besoins. Or la Décennie a montré que c'étaient précisément les programmes et les technologies qui, souvent, étaient mal conçus pour répondre aux besoins et aux souhaits de la population. On ne peut donc plus réduire la participation communautaire à l'acceptation par la collectivité d'une certaine orientation. L'orientation doit venir de la collectivité même. Une telle participation communautaire ne diminue pas l'importance - essentielle - des responsables de la mise en oeuvre des programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement. En effet si l'action communautaire et bénévole peut contribuer à étendre l'influence des promoteurs officiels, le rôle des professionnels est crucial. Il faut donc s'attacher à mettre en place des réseaux qui facilitent le dialogue et la collaboration entre les professionnels et la collectivité et qui permettent aux pouvoirs publics d'être non plus simplement ceux qui fournissent des systèmes, mais ceux qui encouragent et facilitent. C'est là l'objectif de l'expérience que mène

⁹ Ibid., page 3.

actuellement l'Inde avec les Départements du génie de la santé publique dans un certain nombre d'Etats, où l'on fait prendre conscience à des équipes d'ingénieurs et de mécaniciens du rôle qu'ils peuvent jouer en tant que promoteurs et messagers.

Il est donc essentiel de définir plus précisément la participation compte tenu de l'expérience de la Décennie. Il faut aider les collectivités à devenir des clients, au lieu d'être de simples usagers ou bénéficiaires, car, à la différence des bénéficiaires, les clients gèrent les programmes. Les modèles de participation pour les années 90 doivent donc être des modèles de gestion communautaire.

La Mission nationale de l'eau potable créée en Inde en 1986 avec pour objectif d'alimenter en eau salubre toutes les communautés rurales du pays d'ici à 1990, montre que le succès des projets communautaires dépend de trois facteurs essentiels : une technologie efficace (ici, la pompe manuelle India Mark II), des appuis financiers et administratifs fermes (comme c'était le cas avec la Mission), et des structures d'autonomie capables d'administrer, de suivre et d'évaluer les programmes à tous les niveaux. Un effort national de cette ampleur ne peut être entrepris que si l'on reconnaît que l'eau salubre est l'expression d'une justice sociale et que l'on subordonne les considérations financières à des préoccupations sociales. La question du recouvrement des coûts a pris une place importante dans le débat sur les stratégies de participation de la Décennie. Participer aux coûts, c'est être davantage responsable, ainsi que l'indiquent les expériences menées à Sri Lanka, au Kenya et ailleurs. En fait, des études effectuées en Inde montrent que les collectivités sont prêtes à payer beaucoup plus que ce qui est réellement nécessaire. Le recouvrement des coûts peut donc parfaitement être envisagé comme un objectif à atteindre dans le cadre d'un approvisionnement assuré et de processus socio-économiques qui permettront que les utilisateurs paient en tant que clients pour des services à la gestion desquels ils participeront. Mais la survie et la santé de la grande majorité de l'humanité ne peuvent attendre la mise en place de tels processus. Si l'on considère que l'approvisionnement en eau salubre est un objectif essentiel pour toute société civilisée, on ne peut plus s'en tenir aux notions de rentabilité habituelles. La dimension politique des problèmes est patente.

Le cas des villes présente un certain nombre de particularités lorsqu'on le compare à l'expérience rurale. La répartition des programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement risque de favoriser les zones urbaines où les fonds sont plus faciles à mobiliser, ce qui peut donner lieu à un conflit entre les besoins des villes et ceux des collectivités rurales (notamment de celles qui sont situées à la périphérie des zones urbaines), comme ce fut le cas avec le projet mexicain de Cutzmala. Il est plus judicieux de considérer ces programmes comme un moyen d'améliorer la qualité de la vie dans les campagnes, et donc de freiner l'exode rural. La situation est généralement différente avec les projets d'assainissement, qui concernent plus directement les individus et dépendent davantage de l'action personnelle que de l'action collective. D'après des études menées en Inde, moins d'un pour cent des installations sanitaires publiques fonctionnent dans des conditions optimales d'utilisation et d'entretien, alors qu'il existe une

énorme demande pour les installations privées. Il est à présent essentiel d'élaborer un ensemble de stratégies promotionnelles qui prévoient notamment la mise au point de dispositifs peu coûteux et plus variés, des incitations financières pour en encourager l'adoption, des possibilités de formation et des techniques de commercialisation qui permettront de créer une demande pour de meilleurs systèmes d'assainissement et d'entretenir cette demande.

Cadres politiques pour la planification

L'eau potable est partout considérée comme indispensable à la survie. Or l'un des principaux obstacles à la réalisation des objectifs de la Décennie a été l'absence, dans beaucoup de pays, d'une politique et d'une stratégie claires en la matière. "Un grand nombre de gouvernements comptaient uniquement sur l'aide extérieure ... et refusaient presque de voir dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement un instrument de changement social ... Alors que le débat portait sur la participation communautaire, n'y participaient en fait que des spécialistes, des ingénieurs, des administrateurs, des planificateurs : ni les décideurs ni les représentants de la population n'intervenaient."¹⁰ La participation communautaire ne donnera des résultats que dans le cadre d'une politique nationale bien définie faisant de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement un domaine essentiel de la planification. Une telle politique devra se traduire par des programmes assortis d'objectifs matériels et financiers qui créeront une demande pour l'eau salubre et acquerront par là même une dynamique propre. Le rôle des pouvoirs publics et le rôle de la collectivité doivent donc se compléter mutuellement, non pas s'opposer ni s'exclure. L'Etat doit assumer toutes ses responsabilités en matière d'exécution, de formation et de communication.

Réduire les contraintes qui entravent l'action de la population et des pouvoirs publics est un élément essentiel de la démarche. C'est en grande partie grâce à la mobilisation des ressources - humaines, scientifiques et financières - nationales que l'Inde a pu obtenir les résultats qu'elle a enregistrés au cours de la décennie écoulée. Le rôle des organismes donateurs a été de ménager des liaisons bilatérales qui ont servi à promouvoir l'acquisition et la diffusion des connaissances. La véritable contrainte dans le cas de l'Inde, ainsi qu'il en va souvent dans pareils cas, a été, davantage que le financement, l'élaboration et l'administration des projets. L'expérience indienne montre qu'une bonne planification et un bon suivi des projets peuvent permettre de réduire de 25 à 30 %, et parfois même davantage, le coût d'investissement au titre des programmes d'approvisionnement en eau. Elle montre aussi qu'il est essentiel que la population participe à la gestion de systèmes d'approvisionnement en eau peu coûteux, qui peuvent être complétés par la collecte des eaux de pluie et l'amélioration des structures traditionnelles, notamment dans les régions arides et semi-arides. L'Inde a connu durant les années 80 l'un des pires cycles de sécheresse du siècle. Ces années ont été un test décisif pour l'approche et l'orientation de la Mission

¹⁰ Drinking Water: 1990 and Beyond. Gaurisankhar Ghosh, Directeur de la Mission nationale de l'eau potable (Gouvernement indien), Barcelone, avril 1990.

nationale. Il est apparu que les principaux obstacles à l'application du programme ont été, en dépit de l'ampleur de la catastrophe, non pas le manque d'eau ni le manque de ressources financières, mais des problèmes de gestion d'une part et l'apathie des usagers d'autre part.

Si l'on admet que la participation et la gestion communautaires sont indispensables à la réalisation des objectifs du projet mondial "Eau salubre 2000", il faut aussi reconnaître que ces concepts ne peuvent s'arrêter à la source de l'eau. Les structures de pouvoir traditionnelles risquent d'être remises en cause par l'installation de pompes et de latrines desservant les plus démunis. Les collectivités qui auront appris à gérer un dispositif d'approvisionnement en eau salubre deviendront plus exigeantes envers le système et demanderont à gérer d'autres aspects de leur vie individuelle et collective. On ne peut pas inciter la population à ne participer que jusqu'à un certain point et suivant une certaine direction. L'affrontement sera donc parfois le revers de la médaille de la participation. Aussi sera-t-il essentiel de mettre en place des structures d'autonomie, en partant des communautés rurales et urbaines jusqu'aux plus hauts niveaux de la planification nationale, pour que la participation communautaire à la gestion de l'eau salubre demeure une réalité capable d'améliorer la qualité de la vie de la population. La Mission nationale indienne, par exemple, est une structure autonome qui a été créée en application d'une importante décision politique consistant à confier au Ministère de l'agriculture et du développement rural la responsabilité de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement des régions rurales. L'autorité de la Mission facilite la mobilisation de toutes les capacités scientifiques et techniques, des rôles bien précis étant assignés aux systèmes intégrés de gestion et aux collectivités. La participation de la population est exigée aux niveaux du village, du district, des administrations locales et de l'administration centrale, les assemblées des Etats et le parlement national s'occupant du contrôle et de l'évaluation finale. Les résultats remarquables obtenus par la Thaïlande dans l'application de la Décennie sont un autre exemple de réussite obtenue grâce à des projets d'assainissement conçus selon une approche décentralisée qui répond aux besoins de la population sans rien imposer ni implorer. Les ressources destinées au financement des projets vont directement à des comités de district élus auxquels les comités de village s'adressent après avoir évalué les besoins locaux.¹¹

On ne saurait minimiser l'implication politique de ces mesures. Les dirigeants et les bureaucrates hésitent beaucoup à abandonner les méthodes qui mettent la population dans un état de dépendance et dont ils ont jusqu'à présent tiré leur influence et leur force politiques. La volonté de changement est donc essentielle. Sans elle, la participation communautaire est impossible. Et sans la participation communautaire, on ne pourra jamais assurer que l'eau qui est salubre lorsqu'elle sort du système d'approvisionnement le restera jusqu'au moment où elle sera ingérée par un être humain. Le réel pivot de cet effort ne sera donc pas le réseau de distribution d'eau, ce sera l'aptitude des usagers à gérer et à entretenir les

¹¹ Insights from Field Practise, PNUD/BIRD.

sources d'eau salubre. Créer une telle aptitude exigera un vaste effort d'encouragement et de sensibilisation. L'élément déterminant sera la décentralisation : "Une des conditions indispensables à la réussite d'un projet est que la population en perçoive la nécessité."¹² L'ampleur de la tâche apparaît clairement dans le cas de l'Inde, où il s'agit d'apprendre à plus de 500 millions de personnes dans quelque 560 000 villages d'abord à reconnaître l'eau salubre puis à gérer les sources d'eau salubre au niveau communautaire, familial et individuel.

Les campagnes nationales devront donc s'attacher avant tout à élaborer des stratégies favorisant la participation. "Il y a vingt ans, par exemple, on pensait généralement qu'il suffisait qu'une équipe d'experts de passage installe un puits ; aujourd'hui on sait que le succès dépend de l'implication de la communauté dans la planification, le choix du site, la construction, l'installation et l'entretien de son système d'approvisionnement en eau."¹³ La population des villages qui ne participe pas activement à la planification, au choix de l'emplacement et à la construction des ouvrages "ne s'en sent guère propriétaire ni responsable et donc ne se rend pas très bien compte de leur valeur et ne montre pas beaucoup de zèle pour ce qui est de leur entretien. Soixante et un pour cent des personnes interrogées ont déclaré qu'elles n'étaient pas responsables de l'entretien des installations".¹⁴ La collaboration avec les ONG, les femmes, les institutions d'autonomie locale, les enseignants et les écoles doit être un élément essentiel des projets d'un nouveau type qu'il convient d'élaborer. "La participation communautaire suppose un processus suivant lequel la gestion du projet devient une responsabilité collective au lieu que ce soit le personnel de projet qui prenne les décisions."¹⁵ Il sera nécessaire de désapprendre et de réapprendre. L'Inde, par exemple, devra refaire l'apprentissage de la participation communautaire et de l'auto-assistance qui étaient l'essence du mouvement pour la liberté politique du Mahatma Gandhi. Apprendre à partager et à déléguer ne sera pas facile. Les attitudes ancrées par des dizaines d'années de centralisation ne changeront pas du jour au lendemain. Les bureaucrates ne renonceront pas volontiers à leurs contrôles administratifs et les individus dont la dépendance apathique fait la force politique de certains ne peuvent pas d'un seul coup se défaire du passé et assumer la responsabilité de leur avenir. Il reste que les années 80 ont montré, encore une fois, que de tels changements étaient possibles, et c'est à leur réalisation que le projet "Eau salubre 2000" doit à présent oeuvrer.

¹² The Local Decade. Colloque organisé à Amsterdam en juin 1984.

¹³ La situation des enfants dans le monde - 1989. UNICEF, page 47.

¹⁴ Evaluation of the Inpres Water Supply and Sanitation Programme. Ministère de la santé du Gouvernement indonésien, mai 1987, page 8.

¹⁵ Moyamba Clean Water Supply and Sanitation Project, Sierra Leone. WASH Field Report No. 217. USAID, décembre 1987. Page viii.

Les femmes et l'eau

La distribution d'eau et l'assainissement sont prioritaires pour les femmes car, en tant que responsables de l'approvisionnement en eau du foyer dans l'ensemble du monde en développement, ce sont avant tout elles qui marchent péniblement des kilomètres pour aller chercher de l'eau et qui souffrent le plus de l'absence d'installations d'assainissement à proximité de leur habitation. En donnant aux femmes la possibilité de mieux gérer leur temps, les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement contribuent beaucoup à faciliter leur participation et à promouvoir l'égalité sociale.

"Les femmes ont le dernier mot. C'est d'elles que dépend l'utilisation des installations".¹⁶ L'idée selon laquelle rien n'est plus important que d'assurer une véritable participation des femmes était l'une des idées force de la Décennie de l'eau potable et de l'assainissement : "Les participants au colloque ont déclaré dans les termes les plus énergiques qu'on ne pouvait se contenter d'un engagement symbolique, d'une participation symbolique des femmes, d'une contribution symbolique des représentants de la collectivité aux décisions. Les organismes publics et les organisations non gouvernementales ne peuvent plus demander à la population de participer à leurs projets, d'écouter leurs conseils, de comprendre leurs besoins, de se conformer à leurs priorités ... Compte tenu du rôle vital qu'elles jouent dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement en tant qu'usagers, responsables des installations, destinataires et agents de changement, les femmes doivent être associées aux activités de la Décennie à tous les niveaux. Pour assurer que les tâches essentielles qu'elles accomplissent à cet égard à l'échelon local soient reconnues, encouragées et appuyées, il faut prendre des mesures propres à faciliter leur participation aux activités d'appui nationales et internationales, et notamment à l'élaboration des politiques et à la prise de décisions, à la conception, la planification, l'exécution, l'administration, le suivi et l'évaluation des projets, aux consultations, au développement communautaire et à l'éducation sanitaire".¹⁷

Un grand nombre d'expériences intéressantes ont été menées à cet égard durant la Décennie. Au Bengale occidental (Inde), le Conseil de coordination des femmes de Calcutta a fait la liaison entre le Département de la santé publique de l'Etat et la population rurale pour la réalisation d'un projet de construction de latrines, établissant ainsi un lien fort nécessaire entre les villageois et les ingénieurs du Département. A Sri Lanka, la participation des femmes à la mise en oeuvre du programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement d'Anuradhapura a notablement contribué au succès de ce programme, "modifiant les attitudes en ce qui concerne l'utilisation de l'eau des puits instantanés ou les latrines, modifiant d'autres habitudes sanitaires et la participation communautaire ...".¹⁸ En Indonésie, 800 000 femmes

¹⁶ Kenya; People, Pumps and Agencies. PROWESS/PNUD. septembre 1988.

¹⁷ The Local Decade. A symposium, Amsterdam, juin 1984, page 1, 3.

¹⁸ AWSSP Impact Assesment. Décembre 1989. Page 63.

volontaires aident à protéger la santé des enfants dans 57 000 villages. Au Lesotho, les femmes se sont avérées plus fiables que les hommes en tant que gardiennes de l'eau, tandis qu'au Bangladesh et au Pakistan des projets de construction de latrines dans les taudis ont été entrepris à l'initiative des femmes. Les femmes volontaires qui ont été formées à l'entretien des pompes à main à Sri Lanka, en Inde et au Kenya ont prouvé leur compétence en ce domaine, pourtant fort éloigné de ceux qui leur sont traditionnellement réservés dans ces sociétés.

En cherchant à associer les femmes à la gestion des ressources en eau salubre, on devra aussi tenir compte de la considérable diversité qui existe dans le monde en développement en ce qui concerne la situation sociale des femmes, leurs besoins et leurs attitudes. Il faudra sans doute procéder différemment dans les cas où les femmes participent activement à la production économique (comme aux Philippines avec le projet d'approvisionnement en eau des zones rurales mené à Surigao) et dans les cas où elles ne jouent aucun rôle apparent au niveau des décisions que ce soit à la maison ou dans la collectivité (comme au Pakistan avec le projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement mis en oeuvre dans le Sind et au Cachemire), ou lorsqu'elles sont nombreuses à se trouver chef de famille à cause de l'émigration de la main-d'oeuvre masculine ou d'autres circonstances sociales (comme dans certaines régions d'Afrique). Il convient de tenir compte de cette diversité en planifiant des programmes en faveur de la participation des femmes, en prévoyant suffisamment de temps, de fonds et de personnel pour promouvoir convenablement cette participation. Ceci est particulièrement important dans le cas des projets d'assainissement, car les femmes, dont dépendent en fin de compte l'acceptation et l'utilisation des installations par la collectivité, peuvent avoir dans ce domaine une perception très différente de celle des hommes. Au Bangladesh, ce sont surtout les femmes qui ont insisté pour qu'on construise des latrines à proximité des habitations, et c'est encore à leur initiative qu'a été entrepris le projet de construction de latrines à fosse d'écoulement à Baldia, au Pakistan. Il faut mettre pleinement à profit la connaissance qu'ont les femmes des problèmes qui se posent en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans le milieu où elles vivent pour concevoir et sélectionner les technologies appropriées, comme on l'a fait aux Philippines, en Iran, au Guatemala et au Panama. Les programmes de formation, à l'instar de ceux de l'INSTRAW, doivent prendre en compte les besoins spécifiques des femmes en privilégiant la formation de courte durée et les cours de perfectionnement, la formation sur place et la formation de femmes moniteurs. Il est essentiel à chaque fois de maintenir une association entre les hommes et les femmes afin d'éviter que la responsabilité de l'eau salubre ne devienne pour ces dernières un nouveau fardeau auquel les hommes n'ont aucune part. En général, les hommes s'intéressent à l'eau d'abord pour l'irrigation et le bétail, et travaillent moins facilement bénévolement que les femmes. Dans beaucoup de sociétés en développement, il faut donc d'abord instruire les hommes pour atteindre les femmes, ce à quoi il conviendra de veiller tout particulièrement dans les années 90.

Technologie, formation et développement intégré

Le partage du pouvoir suppose que l'on soit capable de transférer des technologies, et de déterminer et de distinguer les technologies réellement appropriées. On a vu au cours de la décennie passée qu'il n'y avait pas qu'un niveau de technologie appropriée. La télédétection par satellite, les techniques avancées de forage en profondeur, les pompes manuelles améliorées et les techniques traditionnelles séculaires de collecte et de conservation de l'eau - tous ces moyens sont pris en compte aujourd'hui dans l'élaboration de stratégies destinées à répondre aux besoins particuliers de telle ou telle communauté. Beaucoup de pays en développement ne se sont toujours pas dotés de capacités technologiques propres ou n'ont pas encore eu accès à des technologies mieux adaptées à leurs besoins à cause de droits acquis ou d'une trop grande dépendance par rapport aux institutions extérieures. Pour pouvoir comprendre les choix qui s'offrent et être capable de choisir et de combiner avec assurance, il importe d'apprendre à transférer les technologies, qu'elles soient importées ou autochtones, de pointe ou peu coûteuses. La formation à cet égard serait grandement facilitée par l'amélioration des réseaux qui permettent d'échanger les expériences techniques et de brûler ainsi des étapes au niveau de la recherche et de l'expérimentation. L'exemple des pompes manuelles India Mark II, Tara (Bangladesh) et Afridev, ou celui des citernes installées pour collecter l'eau à Kotinga (Indonésie) ou à Mirtola (Inde) montrent qu'il est possible d'accélérer les échanges dans le domaine technologique. Si la technologie demeure la clef pour comprendre l'eau et son rapport avec la qualité de la vie rurale, la nécessité de posséder également des connaissances de base dans les domaines de la santé, de l'hygiène et de l'environnement a été amplement démontrée. Cela suppose que les programmes scolaires, les programmes d'alphabétisation des adultes, les programmes de soins de santé primaires et les programmes relatifs à l'agriculture et à l'industrie soient intégrés les uns aux autres de façon que la collectivité puisse apprendre à organiser et à gérer son propre environnement. Cette absence d'intégration a été une sérieuse contrainte durant la Décennie. Ces systèmes de prestations ont été compartimentés par le passé et ne se rejoignent et n'interagissent que rarement. "Les autorités responsables de l'approvisionnement en eau des régions rurales, de la santé et de l'agriculture sont parfois trois organes distincts qui ont leurs tâches particulières et n'entretiennent guère de liens les uns avec les autres. Tout le travail retombe alors sur l'agent de terrain ... qui est censé savoir tout faire pour pouvoir assurer au niveau local une intégration qui n'existe nulle part ailleurs".¹⁰ Le soi-disant bénéficiaire se trouve ainsi bombardé de messages divers entre lesquels il ne voit pas de rapport. L'unique réaction possible de sa part est d'abord la perplexité, puis l'indifférence. Il convient de regrouper ces aspects séparés de la planification nationale en une idée unique et claire qui puisse être comprise et traduite en actions. Réunis à New Delhi en octobre 1986, les membres de l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale ont souligné la nécessité d'intégrer les programmes compte tenu des liens qui les unissent. L'expérience menée

¹⁰ Who puts water in the taps?
Earthscan, Washington D.C. 1983. Page 10.

récemment en Inde (avec les missions nationales de l'eau potable, de l'immunisation et de l'instruction des adultes) et au Pakistan (avec le projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement du Sind) montrent d'une part les problèmes que pose la réalisation d'une telle intégration au niveau des villages (qui n'est possible qu'avec une intégration correspondante aux plus hauts niveaux de décision) et d'autre part les perspectives de changement qui apparaissent une fois que les réseaux et les liens nécessaires sont établis. Les mécanismes de l'autosuffisance et de la complémentarité se mettent à fonctionner dès lors que le courant passe. Il convient aujourd'hui de tout mettre en oeuvre pour forger de telles alliances reposant sur la logique et le bon sens. Mais ceci exige une autre révolution : il faut rompre l'isolement confortable des cocons bureaucratiques. Ici encore, l'essentiel est la volonté de changement.

Changer les comportements : le rôle de la communication

Le changement implique que les individus changent - ceux qui élaborent les politiques et ceux qui consomment l'eau : tous, de celui qui a les plus hautes responsabilités en matière de planification jusqu'à la mère et à son enfant au niveau du village. Les années 80 ont montré qu'il était réellement possible de transformer des expériences ponctuelles en mouvement de masse à condition que la volonté politique se charge d'idées que les gens peuvent reconnaître comme leurs. Dès lors que l'on s'est fixé pour objectif de modifier les comportements, l'élément essentiel dans la planification en faveur de l'eau salubre devient la communication. C'est peut-être, de toutes, la tâche la plus difficile, même si les ressources nécessaires à sa réalisation - les êtres humains - sont celles dont on peut disposer le plus facilement. Ce qui manque, c'est une conception de la communication non comme série de produits médiatiques mais comme facteur de changement des comportements humains. Comblé cette lacune suppose que les planificateurs abandonnent les vieilles notions, prisonnières de l'idée qu'on se fait de la communication de masse. Une autre révolution s'impose, car dans beaucoup de sociétés les médias de masse sont devenus les médias auxquels les masses n'ont pas accès.²⁰ Tant qu'il en sera ainsi, les stratégies de communication courent à l'échec en dépit de tout le matériel et de tous les produits - satellites, tours de transmission, publications, radios, téléviseurs, programmes - accumulés par millions et auxquels vient s'ajouter aujourd'hui l'informatique. Aucun de ces produits n'a réussi pour le moment à assurer aux individus un approvisionnement en eau potable. "Produire systématiquement des outils de communication sans se soucier de la manière dont ils sont utilisés, sans les tester sur le terrain ni en analyser l'impact peut faire plus de mal que de bien".²¹ L'expérience indienne est instructive à cet égard : après quarante ans d'investissements dans des stratégies d'information, de radiodiffusion et de promotion sur le terrain, une approche intégrée comme celle de la Mission

²⁰ Mediation, Gaston Roberge, Chitrabani, Calcutta. 1978.

²¹ Drinking Water: 1990 and Beyond
Gaurisankar Ghosh, Directeur de la Mission nationale de l'eau potable (Gouvernement indien). Barcelone, avril 1990.

reste nécessaire pour faire accepter au villageois indien les concepts fondamentaux qui se rattachent à l'eau salubre et pour lui apprendre, à l'aide de notions élémentaires, ce qu'il faut faire pour qu'elle reste salubre. Le problème est que la communication a, dans la très grande majorité des cas, été considérée à tort comme un flux d'informations et de produits unidirectionnel, allant du "sommet" omnipotent à la "base" ignorante. Il s'agit dans les années 90 de rétablir l'idée de la communication comme un échange mutuel d'informations et d'idées où l'aptitude à écouter est plus importante même que l'aptitude à dire. Les techniques de communication interpersonnelle et de participation doivent donc constituer un élément essentiel de toute stratégie de formation qui veut promouvoir la notion d'eau salubre et concrétiser cette notion dans la vie de tous les jours sur le plan de la santé, de l'hygiène et de la salubrité du milieu. C'est seulement en assurant un échange mutuel entre les systèmes de distribution et les usagers que l'on pourra rendre les outils de communication de masse efficaces et utiles. Il faut redéfinir le concept de "masse" compte tenu de la situation particulière des collectivités et des individus. Ce n'est qu'alors qu'apparaîtront les immenses possibilités qu'offrent les moyens de communication modernes, en tant que support d'un dialogue fondé sur les cultures et les traditions locales de participation et de compréhension.

Il convient à présent de planifier la communication en la considérant non plus comme un appui pour les projets, mais comme un programme en soi, un programme dont l'objectif est le changement des comportements humains. "Les communications pour le développement peuvent contribuer à un tel changement non seulement en diffusant des messages et des informations mais en créant une liaison à double sens qui, davantage qu'une rétroaction vers les planificateurs, permettra d'associer la population au processus même de la planification. Il faut pour cela concevoir ces communications de façon professionnelle et les intégrer dans le processus général du développement. Il importe de reconnaître à cet égard que la communication est un processus qui relie la population aux planificateurs, et non pas simplement une série de produits pouvant être disséminés çà et là."²² Pour planifier ce type de communication, il faut être capable de déterminer les changements de comportement qui sont essentiels, de préciser les comportements qui doivent être modifiés et à quelle fin. Ce n'est qu'ensuite qu'on pourra formuler intelligemment des messages en vue de provoquer ces changements. On verra alors clairement le type de stratégie qu'il conviendra d'élaborer pour chaque groupe cible et on pourra prendre des décisions rationnelles concernant l'information (budgets, ressources professionnelles et accès aux médias de masse) avec un réel espoir de réussite au niveau de l'application, du suivi et de l'évaluation. Ces stratégies s'adresseront, chacune à sa façon, aux responsables de l'élaboration des politiques, au personnel des réseaux de distribution, aux instructeurs et aux éducateurs, aux animateurs de collectivité, aux habitants des villages, aux femmes et aux enfants. Elles devront toutes être mises en oeuvre simultanément, de façon harmonieuse et complémentaire.

²² Tony Williams, Don Snowden Center for Development Communications, Newfoundland (Canada), janvier 1990.

On pourra recourir notamment à cet égard à la méthode de marketing social qui a été expérimentée durant la Décennie en Haïti, au Honduras, en Gambie et au Nicaragua (pour promouvoir la thérapie de réhydratation par voie buccale), au Brésil (pour faire connaître les avantages de l'allaitement naturel) et en Inde, au Nigéria, au Ghana et en Ethiopie (dans le cadre des campagnes en faveur de la survie des enfants et de la protection familiale). "Dans le monde industrialisé, on a de plus en plus recours aux techniques de communication de masse des médias modernes pour provoquer des changements de comportement et introduire des améliorations dans la société ... Les campagnes médiatiques ont contribué à lutter contre des problèmes comme la tension artérielle, le cancer du sein ou la drogue, à promouvoir la sécurité routière et les économies d'énergie, à prévenir les accidents domestiques, etc. Inévitablement, ces campagnes d'information de masse ont adopté et adapté nombre de techniques utilisées par le marketing commercial, d'où leur appellation de "marketing social". Le développement des communications de masse dans le monde en développement a ouvert là aussi des perspectives pour l'organisation de campagnes de marketing social. Et, ces dernières années, on a beaucoup appris quant aux possibilités -et aux limites- du marketing social en tant que moyen d'introduire des améliorations dans le domaine de la santé... Si l'on commence tout juste à explorer ces possibilités, on a déjà accumulé une certaine expérience... On peut déjà dire que le marketing social est un bon moyen de sortir les stratégies de protection de l'enfant du milieu médical et de les remettre entre les mains des parents. Le risque existe cependant que l'on gâche ces possibilités en se contentant d'imiter les techniques les plus ostensibles du marketing commercial et en négligeant la recherche assidue, le professionnalisme et le souci du détail, toutes choses qu'exige le bon marketing".²³ Le marketing social est donc un outil, une façon de régler les problèmes qui peut renforcer, et non remplacer, la participation et la gestion communautaires.

Ces attitudes et ces techniques ont fait partie du mouvement accéléré d'IEC (information, éducation et communication) provoqué par la Mission nationale indienne de l'eau potable, ce qui s'est traduit par une nette réorientation qualitative des priorités du gouvernement en ce qui concerne le programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement. La tactique de la Mission est de fonder sa stratégie de communication sur les priorités et les besoins de la population et de renforcer et d'établir des réseaux de compétences et de ressources disponibles localement (à l'échelon des Etats et des districts) pour la planification de la communication, la production de matériel et l'exécution. La recherche est un aspect important de cette politique. Pour aider la Mission, l'UNICEF a commandé en 1989 une enquête sur les connaissances, les attitudes et les pratiques de la population de huit Etats en ce qui concerne l'eau et l'hygiène du milieu. Il est ressorti de cette enquête que les connaissances, attitudes et pratiques réelles des usagers étaient loin de correspondre à l'idée que s'en faisaient les responsables de la mise en œuvre des programmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement. Il est apparu que la population donnait des définitions de

²³ La situation des enfants dans le monde - 1985. UNICEF.

la "bonne eau potable" qui renvoyaient aussi bien à des sources d'eau salubre qu'à des sources d'eau insalubre, qu'elle distinguait la "bonne" eau potable de la "mauvaise" selon des critères qui pouvaient ranger l'eau de la pompe dans la deuxième de ces catégories, et qu'elle ne voyait pas encore bien le lien entre l'hygiène et la santé. Fondée sur les résultats des recherches effectuées, la première phase de la stratégie de communication de la Mission a consisté à distinguer les groupes cibles, les comportements qu'on attendait d'eux et les messages essentiels qu'on pouvait leur adresser pour les inciter à modifier leurs comportements. La deuxième phase a consisté essentiellement à mettre en oeuvre dans un certain nombre de sites de projets un plan d'action en matière de communication. Un réseau national d'institutions, d'organisations et d'individus est mis en place afin notamment de développer des techniques d'échange, d'organiser des recherches sur les comportements et de renforcer la capacité des médias. Des professionnels ont été recrutés parmi les spécialistes de la communication, des médias et des sciences sociales. Un groupe consultatif interministériel a été constitué afin d'orienter les activités de communication et d'information prévues dans le cadre du programme. Jugeant insuffisante l'interaction au niveau local avec les collectivités desservies, la Mission, avec le concours de l'UNICEF, est en train d'établir des cellules de communication et de mobilisation sociale au sein des départements de la santé publique des Etats. L'objectif est de créer une base de données fiable pour promouvoir des activités axées sur les aspects sociaux du programme et sur ceux qui concernent les comportements, pour identifier les besoins de formation et d'orientation en matière de communication et de mobilisation sociale au sein du système officiel de distribution, et pour mettre en place à l'échelon des districts et des Etats une capacité locale aux fins de la planification de la communication et de la production de matériel. Des ingénieurs, des géologues, des techniciens et leurs assistants n'ayant aucune expérience ni connaissance en matière de communication, et ne voyant souvent pas l'utilité d'en avoir, sont aujourd'hui en train d'apprendre à concevoir leur rôle différemment, d'apprendre à être des porteurs de messages de santé et des intermédiaires dans le dialogue entre le système et la collectivité. Le projet pilote, lancé dans sept Etats, contribuera également à institutionnaliser les capacités et les responsabilités des équipes s'occupant du forage ou de l'installation et de l'entretien des pompes à main en matière de communication et de mobilisation sociale.

Une approche de l'IEC conçue de façon professionnelle et mettant l'accent sur la recherche et la planification est indispensable si l'on veut arriver à garantir la salubrité de l'eau du moment où elle est distribuée jusqu'au moment où elle est consommée.

La prochaine décennie : des possibilités, non des directives

Les stratégies de promotion, de communication et de gestion communautaires qui seront mises en oeuvre dans les années 90 ne réussiront que si l'on reconnaît que l'eau salubre est un objectif social. Les résultats de la nouvelle décennie dépendront de la mesure dans laquelle il aura été possible de modifier toute une série de comportements humains. C'est donc une tâche d'éducation qu'il s'agit d'entreprendre, et qui ne pourra être menée à bien

que grâce à une véritable participation de la population - une population considérée en tant qu'individus et en tant que membres de communautés autonomes, capables de gérer leur propre vie. Cette tâche est immense. Elle exigera une volonté politique traduite en stratégies et programmes nationaux clairement définis. La planification devra faire apparaître de nouveaux schémas de collaboration entre les responsables de l'exécution des programmes et les collectivités. Ceux qui font partie du système et ceux qui, en dehors, sont en mesure de fournir un appui et un concours indispensables, devront accepter des rôles nouveaux ou différents. La reconnaissance du caractère social des objectifs et du principe de l'autonomie doit se traduire par des engagements financiers et administratifs et nécessitera l'adoption de nouveaux critères d'évaluation permettant de contrôler efficacement la participation communautaire (y compris la participation des femmes). La formation est la base sur laquelle s'édifieront ces nouvelles structures : une formation qui permettra non seulement d'échanger des technologies réellement appropriées, mais aussi de promouvoir des rôles sociaux et de mettre en place les moyens nécessaires pour assurer une gestion collective de l'eau salubre. Il sera essentiel d'intégrer ces stratégies à celles qui sont menées dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, etc., ce qui exigera aussi une volonté de changement tant de la part des décideurs que sur le terrain. Dans tout cela, la communication a un rôle central à jouer, non plus simplement en tant qu'appui aux projets, mais comme programme en soi. Aussi doit-elle être considérée comme un échange réciproque d'informations et d'idées qui permet de modifier les comportements. Cela suppose des compétences professionnelles en matière d'information, d'éducation et de promotion.

La Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement montre clairement qu'on n'arrivera à rien de tout cela avec des formules ou des directives. Elle est riche en revanche d'expériences et d'enseignements qui peuvent à présent être diffusés dans le monde entier par le biais des réseaux d'échange et d'appui. Chaque communauté aura besoin de réponses adaptées à sa situation particulière et l'expérience acquise durant la Décennie peut permettre de faire des progrès à cet égard. L'avenir dépendra de l'aptitude à partager et à apprendre, à apprendre avant tout que le succès est synonyme d'autonomie. Le respect des individus et la capacité d'écoute seront des facteurs essentiels. C'est eux qui détermineront si l'eau salubre sera une réalité en l'an 2000 ou bien restera encore un lointain idéal.